Sauvons La Recherche et Sarkozy: exercice de style

By Mediapart
Published: 28/01/2008 - 14:49

Auteur: Sylvain Bourmeau

L'effet de suspense et le petit sourire autosatisfait de Nicolas Sarkozy juste avant l'annonce surprise de la suppression de la publicité sur les chaînes publiques aura très vite donné des idées à d'autres. L'association Sauvons la recherche n'a ainsi pas attendu la cérémonie d'hommage au récent Prix Nobel de Physique Albert Fert, qui doit se tenir à l’Université d’Orsay ce lundi après-midi pour rédiger…le discours qu'y tiendra Nicolas Sarkozy sur « *la situation et les perspectives d'avenir de la recherche dans notre pays* ».

Après le romancier Patrick Rambaud, c'est donc au tour des mouvements associatifs de s'engouffrer dans la brèche qui s'ouvre entre les grands discours sur « *la politique de civilisation* » et la réalité de la mise en œuvre de politiques publiques. A lire le bel exercice de style de Sauvons la recherche, on se dit que face aux discours présidentiels, le pastiche risque bien de s'imposer comme l'un des registres d'opposition les plus tentants.

En avant-première, Sauvons La Recherche vous révèle le discours que tiendra Nicolas Sarkozy lors de la cérémonie en l'honneur d'Albert Fert à Orsay le 28 janvier 2008!

«Mesdames, messieurs, cher Albert Fert,

Quel plus beau cadeau d'anniversaire aurais-je pu avoir que de prendre part à cette cérémonie en l'honneur d'un de nos plus grands chercheurs ? Aucun, assurément. Car le savoir, son progrès et sa transmission, j'en suis aujourd'hui convaincu, forment le socle de toute société humaine responsable de son futur. Et votre exemple, pardon ton exemple, cher Albert, a achevé de me convaincre de la nécessité d'une vraie rupture dans la politique de recherche et d'enseignement supérieur.

Je n'irai pas par quatre chemins : la politique qui doit désormais être mise en place prendra le contrepied de celle que nous avons connue ces dernières années, mise en place sous les gouvernements de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin. Si les derniers mois se sont situés dans la continuité de cette politique désastreuse, crois-moi cher Albert, c'est fini !

Car j'ai bien lu tes propos récents, et la réponse que tu as faite au journaliste qui t'interrogeait : « Auriez-vous décroché le Nobel avec le financement de la recherche sur projet que met en place le gouvernement ? ». Ta réponse est claire : « Non, s'il n'y avait eu qu'un financement sur projet. […] c'était un projet à risque dont personne ne pouvait savoir s'il allait aboutir. Le CNRS l'a financé, parce que cet organisme est capable de discuter avec les chercheurs et de les accompagner. Une agence de financement sur projet, elle, ne l'aurait jamais retenu : c'était à l'époque un sujet trop marginal et loin des thèmes à la mode. »

La première décision dont je souhaite vous faire part aujourd'hui, mesdames et messieurs, est l'arrêt de la croissance de l'Agence Nationale de la Recherche, et le reversement des crédits afférents directement aux laboratoires de recherche. C'est la première étape d'un dégonflement de l'ANR, qui est appelée à ne jouer qu'un rôle d'impulsion complémentaire aux politiques scientifiques conduites par les organismes de recherche et les universités.

Tu m'as aussi convaincu, Albert, de l'importance pour notre pays de laisser une grande marge d'autonomie aux scientifiques. Celle-ci passe par une indépendance qui doit être renforcée, et la réduction du volume de l'ANR au profit des organismes de recherche et des universités va dans ce sens.

Mais il me reste une forte préoccupation. Tous les chercheurs que j'ai rencontrés m'ont fait part de leur anxiété face à la faible attractivité de ce secteur stratégique. Je ne serai pas le président de l'effondrement scientifique. J'ai dit pendant la campagne électorale « Il faut des années pour créer un bon système de recherche, quelques mois pour le dilapider ». Je prends acte de ce que les premières mesures du gouvernement de François Fillon n'ont rien changé à cette situation. Ma première priorité, c'est que les étudiants les plus brillants aient envie de faire de la recherche. En cohérence avec les missions importantes confiées aux universités et aux organismes de recherche, et avec le besoin de développement du secteur, j'ai décidé de lancer un nouveau plan pour l'emploi scientifique. Ce plan doit permettre de créer annuellement les 5 000 emplois nécessaires. Mais cela ne se fera pas au détriment de l'équilibre budgétaire. J'ai donc décidé de financer ces nouveaux emplois en annulant l'augmentation prévue du Crédit d'Impôt Recherche. Ce dernier, qu'on m'avait présenté abusivement comme un instrument efficace de développement de la recherche privée, alors que vérification faite aucune étude sérieuse ne le prouve, sera progressivement réduit, et réorienté vers le développement de l'emploi des docteurs dans le secteur privé.

Ces mesures, qui témoignent d'une nouvelle ambition pour la recherche, sont un signal à l'attention des jeunes qui sont l'avenir de la science française, et donc de la France toute entière. Je leur dis droit dans les yeux : engagez-vous !

Enfin, les universités. Là encore, la rupture avec la loi votée cet été est nécessaire. Nous avons besoin d'universités fortes, travaillant en synergie et non pas en concurrence, des universités dispensant un savoir fondamental important. Car comme le dit Drew Gilpin Faust, présidente de Harvard, "l’université, ce n’est pas seulement les résultats financiers du prochain trimestre. Ce n’est même pas ce qu’un étudiant est devenu au moment de la remise de son diplôme. Il s’agit d’un enseignement qui modèle à vie, un enseignement qui transmet l’héritage des millénaires, un enseignement qui façonne l’avenir." Cela suppose une implication de tous, un esprit de démocratie, pas un management comme dans ces entreprises qui marchent sur la tête et privilégient la rentabilité à court terme au détriment du développement. Je vais donc demander à Valérie Pécresse de revoir sa copie, et de remettre la loi sur les universités en discussion avec tous ceux qui sont l'âme de l'université, qui en sont les meilleurs experts, c'est-à- dire les personnels et les étudiants.

Mon cher Albert, en te remerciant pour ce que tu as apporté à la France, au soir d'une carrière

exemplaire, je souhaite te dire que la rupture, c'est maintenant qu'elle doit avoir lieu, afin de donner aux chercheurs les conditions d'un développement respectueux de leur autonomie scientifique, et d'attirer vers la recherche ceux qui la feront prospérer, ceux qui vont sauver la recherche française.»